

Le service de presse du Secrétariat international aux attachés de presse

Communiqué de presse sur l'Indonésie et le Timor oriental

Embargo : pour diffusion immédiate (Jeudi 14 novembre 1991)

Index AI : ASA 21/21/91

Traduction et diffusion aux sections francophones et au Secrétariat international : LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI

INDONÉSIE ET TIMOR ORIENTAL

Amnesty International demande l'ouverture d'une enquête impartiale sur le terrible massacre de Díli

Amnesty International a exhorté ce jour (Jeudi 14 novembre 1991) le gouvernement indonésien à garantir que l'enquête qu'il a promise d'ouvrir sur le massacre d'une centaine de personnes au Timor oriental mardi dernier rende justice aux victimes.

« Ce massacre est effroyable, mais pire encore, il est loin d'être le premier à déplorer au Timor oriental, théâtre de violations flagrantes des droits de l'homme depuis maintenant quinze ans. Nous espérons vivement que cette fusillade fera l'objet d'une enquête exhaustive et que les promesses des autorités ne resteront pas lettre morte », a ajouté l'Organisation.

Aucune enquête approfondie n'a jamais été menée par le gouvernement indonésien sur les cas de violations des droits de l'homme signalés au Timor oriental, territoire annexé par l'Indonésie en 1975. Amnesty International a sollicité à maintes reprises l'autorisation de se rendre dans ce territoire, mais s'est heurtée à un refus obstiné des autorités. L'Organisation juge la situation des droits de l'homme au Timor oriental très préoccupante.

« Nous demandons une enquête exhaustive et impartiale, menée de préférence par des autorités autres qu'indonésiennes. Il est temps que la communauté internationale se préoccupe de ce qui se passe au Timor oriental et assume sa part de responsabilité en mettant un terme à ces pratiques », poursuit Amnesty International.

Les soldats ont ouvert le feu sur des personnes venues se recueillir dans le cimetière de Santa Cruz à Díli, capitale du Timor oriental. L'armée a d'abord annoncé que la fusillade avait fait une centaine de morts et quarante blessés. Elle a par la suite donné le chiffre officiel de 19 morts, alors que selon des témoins, de très nombreuses personnes auraient trouvé la mort ou auraient été blessées.

Les autorités ont promis l'ouverture d'une enquête et Amnesty International souhaiterait vivement qu'elle soit menée sans délai. « Nous estimons que le gouvernement doit prouver qu'il entend effectivement conduire une enquête. On pourrait envisager d'inviter le rapporteur spécial des Nations unies sur les exécutions sommaires ou arbitraires pour observer son déroulement. » Le massacre de Díli s'est produit juste après le report sine die de la visite d'une délégation de parlementaires portugais, qui avait été organisée grâce aux bons offices du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, M. Perez de Cuellar.

De nombreuses personnes auraient été arrêtées et Amnesty International craint pour leur sécurité. Elle demande que celles qui ont été interpellées simplement en raison de leurs activités ou convictions politiques non violentes soient immédiatement libérées et que leur sécurité soit garantie après leur mise en liberté. Elle prie également les autorités indonésiennes de s'assurer que ceux qui se seraient livrés à des exécutions extrajudiciaires ou qui auraient infligé des mauvais traitements à des prisonniers soient promptement déférés à la justice.

Tous ces morts et ces blessés faisaient partie des centaines de personnes venues se recueillir sur la tombe de Sebastiao Gomes Rangel. Ce jeune homme avait été tué le 28 octobre dernier par les troupes indonésiennes, qui avaient fait irruption dans l'église paroissiale de Motael où il s'était caché avec 20 autres militants politiques.

Selon des témoins, ces personnes avaient d'abord assisté à une messe célébrée à la mémoire de Sebastiao Gomes Rangel vers sept heures du matin, avant de se rendre au cimetière de Santa Cruz où il est enterré. Là, les forces de sécurité auraient ouvert le feu, faisant de nombreux morts. Les témoins ont ajouté que, si certains membres du groupe avaient crié des slogans favorables à l'indépendance et qu'un drapeau de l'organisation nationaliste Frente Revolucionaria de Timor Leste (FRETILIN, Front révolutionnaire du Timor oriental) avait été brandi, la procession avait néanmoins été pacifique.

Parmi les préoccupations d'Amnesty International au Timor oriental figurent les informations persistantes faisant état d'exécutions extrajudiciaires par les forces de sécurité indonésiennes, des centaines de cas de "disparitions" non élucidés, l'inéquité des procès des prisonniers politiques et le recours systématique à la détention à court-terme et à la torture.

FIN DU COMMUNIQUÉ